

CIBLE

Oui, chef !

Les maires de Toulon, d'Orange et de Marignane ont été élus démocratiquement. Ils s'étaient présentés sous l'égide d'un parti, en l'occurrence le Front national. Mais, comme la quasi totalité des maires de France, ils avaient annoncé qu'ils seraient au service de l'ensemble de leurs administrés. D'où une gestion en demi-teinte, inquiétante par certains aspects, scandaleuse par d'autres, mais qui semblait vouloir se tenir dans de prudentes limites légales et politiques.

Jean-Marie Le Pen a décidé que cette ligne devait être durcie. Sans être élu ni même électeur des communes en question, le chef du Front national exige que « ses » maires mettent en oeuvre la prétendue « préférence nationale » - autrement dit l'application de la loi du Parti dans les mairies dont il s'estime propriétaire.

Un Chef qui commande, des élus qui deviennent des exécutants, des mairies transformées en courroie de transmission d'un appareil partisan. Tel est bien l'organisation qui est chère aux systèmes totalitaires.

Nul ne pourra dire qu'il n'a pas été prévenu de ce qui nous attend.

CHOMAGE

Non au fatalisme



Corruption

**Actualité
d'Alcibiade**

p. 9

Commerce

**La guerre
du blé**

p.4

Violences, suite sans fin

Une population qui vit dans l'angoisse et la colère, un gouvernement qui ne sait pas où il va. Le pire commence à devenir certain.

Il y eut autrefois un débat : la société française va-t-elle implorer ou exploser ? Nous avons maintenant la réponse : elle explose de multiples manières. D'abord parce qu'il y a de vraies bombes. Ensuite parce que, chaque jour ou presque, des manifestations, des affrontements, de petites émeutes indiquent que la violence économique supportée depuis tant d'années par la population provoque de plus en plus de gestes de désarroi, de défi, de colère, de désespoir.

Dans les « quartiers difficiles », des voitures brûlent, des magasins sont saccagés, des policiers sont agressés, blessés. Et puis ce jeune homme abattu par la police à Laval, dans des circonstances qui méritent enquête. Les banlieues, toujours les banlieues... Il fallait bien qu'elles explosent, depuis le temps qu'on le disait. Mais voici d'autres explosions : la colère des étu-

dants de Rouen, expulsés brutalement du rectorat qu'ils occupaient pacifiquement ; et puis, à Bordeaux, cette émeute de commerçants - des blessés encore, policiers et manifestants, et l'incendie d'un immeuble.

Face à la violence qui passe d'une cité à l'autre, qui circule d'un groupe social à l'autre, le chef de l'État, le premier ministre et le gouvernement envoient des messages contradictoires. Quelques exemples :

Le 26 octobre, Jacques Toubon présente un projet de loi antiterroriste qui inclut l'aide aux étrangers en situation irrégulière. Émoi justifié des défenseurs des droits de l'homme puisque le gouvernement semble vouloir légaliser la confusion, trop répandue, entre le terrorisme et des travailleurs clandestins déjà diabolisés. Puis on apprend que le lien entre la situation irrégulière et l'entreprise terroriste devra être avéré - le Garde des Sceaux nous assurant que

l'État de droit sera scrupuleusement respecté. Pourquoi s'énervent ? C'est un manque de « lisibilité » (maître-mot du gouvernement Juppé) qui s'explique par une défaillance dans la « communication » (maître-mot du gouvernement Balladur).

Le 26 octobre encore, dans son allocution télévisée, le président de la République, évoquant les quartiers difficiles, dit que « ce sont des zones auxquelles il faut tendre la main et dans lesquelles il ne faut pas faire de provocation ». Le 29 octobre, le ministère de l'Intérieur annonce que les moyens matériels des policiers « opérant » en banlieue vont être renforcés, et la télévision montre à n'en plus finir des fusils à balles de caoutchouc. Soutenu par Éric Raoult, ministre de l'Intégration, le ministre de l'Intérieur adopte l'attitude provocatrice que rejetait le chef de l'État - sans intimider qui que ce soit puisque, dans

la semaine qui suit, il ne se passe pas de nuit sans incidents et déprédations diverses à Strasbourg puis à Dreux, Grigny, Corbeil, Vigneux, Évry, Stains, Mantes.

Le 1^{er} novembre, avec le sens politique qui le caractérise, le même Raoult souhaite dans *Le Parisien* que se mette en place un plan « Vigicasseurs », ce qui renforce l'amalgame déjà trop fréquent entre les jeunes-des-banlieues, la petite délinquance et le terrorisme. Nouvelle provocation, vite dénoncée par Xavier Emmanuelli, ministre chargé de l'action humanitaire. Ceci au moment où l'annonce du fameux « plan Marshall » pour les banlieues, prévue pour le 6 novembre, est reportée à la fin du mois.

Quand le message apaisant du président de la République est suivi de propos de guerre civile, quand les membres du même gouvernement se contredisent les uns les autres, quand on répond à quelques lanceurs de pierre strasbourgeois par l'envoi de militaires (vite retirés à la demande des autorités locales), il n'est pas étonnant que la violence, l'angoisse et la panique qui émanent du gouvernement se répandent dans la société, et augmentent l'agressivité des groupes les plus sensibles, les plus fragiles, les plus éprouvés.

Un premier ministre discrédité et incapable. Des ministres irresponsables. Le mécanisme de la catastrophe est enclenché.

Jacques BLANGY

Le mépris

Comme d'autres avant elle, Martine Aubry publie un livre contre le Front national et court les provinces pour le présenter. L'initiative est sympathique. Et l'ancienne ministre paie de sa personne en portant la bonne parole de ville en ville, ce qui est tout à fait méritoire de la part d'une dirigeante socialiste qui s'est aperçue que son parti s'était coupé de la population.

Ce qui est ni sympathique, ni méritoire, ni même cohérent, c'est la ligne de conduite que Martine Aubry a adoptée face au Front national. A Rennes, face à une dizaine de contradicteurs lepénistes, elle déclare (selon *Libération* du 22/10) : « Je ne discute pas avec les dirigeants et les militants du Front national, je ne parle pas aux gens d'extrême droite, je ne parle pas aux gens qui rejettent, qui portent la haine, je les méprise ».

Est-il permis de faire remarquer à Madame le ministre que le mépris est une forme de violence qui s'ajoute à la violence subie par une partie de l'électorat qui vote à l'extrême droite - à savoir les effets de l'économie libérale que Madame Aubry n'a pas su ou voulu radicalement combattre. Ces gens se trompent en retournant cette violence contre des boucs émissaires : c'est ce qu'il faudrait leur dire, au lieu de rejeter « les gens qui rejettent ».

De fait, les marques de mépris exprimées par les dirigeants socialistes n'ont jamais fait perdre une seule voix au Front national. Comme ce parti prospère en dénonçant le mépris de la classe dirigeante pour les humbles Français, cette attitude lui en ferait plutôt gagner.

S.F.

Branle-bas dans les médias

Havas, l'un des grands groupes français de la communication, vient de reprendre l'ensemble des activités presse d'Alcatel Alsthom, numéro un mondial du matériel de télécommunication. En échange, ce dernier devient avec 21,2 % le premier actionnaire de Havas.

Concrètement, cela signifie que Havas est désormais propriétaire de titres aussi importants que *L'Express*, *le Point*, *le Courrier international*, *l'Expansion* (sans parler des nombreux titres de la presse professionnelle ou spécialisée), du groupe d'édition de la Cité (Bordas-Larousse, Robert Laffont, Nathan). Le tout venant enrichir ses participations dans d'importantes industries de programme et ses activités premières rassemblées au sein de Havas Média. Havas entre ainsi dans le club très fermé des géants mondiaux de la communication, derrière les américains Time Warner-Turner et Walt Disney-ABC, l'allemand Bertelsmann, et l'australien Murdoch.

Cet accord semble peu favorable pour Alcatel qui cède des activités presse qui représentent 4,7 milliards alors que sa part dans Havas est estimée à 3,4 milliards. En fait, le plus important pour Alcatel est que cet accord lui permet de sortir la tête haute d'une politique de diversification outrancière inaugurée par Pierre Suard, son ex-président, et de se recentrer sur ses activités de télécommunication tout en conservant un droit de regard sur les programmes produits par Havas. La stratégie d'Alcatel désormais partagée par Havas, devient plus cohérente et compréhensible.

Reste à savoir s'il est souhaitable qu'un grand groupe industriel possède des journaux aussi importants que

L'Express ou *le Point*. Où se situera, à l'avenir, la frontière entre l'information et la publicité ? On nous dit, certes, que les lignes éditoriales demeurent inchangées et que les journalistes conservent leur liberté. Pour en juger, voici un petit jeu : les deux portraits contradictoires qui suivent, concernant Pierre Dautier, président de Havas, sont parus au lendemain de la signature de l'accord. Premier portrait : « D'une nature discrète, qui le porte depuis son arrivée à la présidence d'Havas en 1986, à privilégier la chasse du lendemain plutôt que l'astiquage des trophées, Pierre Dautier a tout du manager placide et secret. Et c'est ce dirigeant pugnace que l'accord signé entre les groupes Havas et Alcatel propulse aujourd'hui dans le club très fermé des géants mondiaux de la communication ». Second portrait : « Ceux qui ont longtemps cru (...) à en juger par son visage rond et sa voix si douce, que le personnage était effacé en sont pour leur frais. La stratégie vaguement brouillonne de Dautier ne l'aura pas empêché de faire preuve d'une exceptionnelle longévité, contre toute attente, à la tête du premier groupe français de communication (...). Le voilà désormais en Citizen Kane ». A vous de deviner lequel de ces portraits est paru dans *Libération*, et lequel dans *L'Express* (appartenant maintenant à Havas)...

Patrice LE ROUË

Elle et lui

C'est une histoire très ordinaire. Nourredine Hamidi est né en Algérie. Il vit en France depuis l'âge d'un an. A vingt ans, il a été condamné pour un vol et frappé d'un arrêté d'expulsion qui, daté de 1971, n'a été exécuté qu'en 1980. Onze ans après, « Français de cœur et étranger en Algérie » comme il le dit lui-même, il a obtenu un visa du consulat de France à Oran et il est revenu à Paris où il vit de 1991 à 1995. Il a 44 ans.

Voilà un mois, il est interpellé. En vertu de l'arrêté d'expulsion de 1971, il est gardé en rétention. Il s'ouvre les veines. On la relâche et on le convoque pour le 23 octobre. Il s'attend à passer devant un juge qui réexaminera sa situation. Un avocat doit l'assister ; il a confiance. Mais, sitôt arrivé, on l'arrête on le fourre dans le train pour Marseille, puis Marignane où un avion-charter est en partance.

Pendant ce temps, l'avocat - une femme - est entré à l'audience pour apprendre que son client a été « embarqué » pour l'Algérie. « Ils ont agi derrière mon dos ! » dit-elle. Et encore : « Ce sont des méthodes lamentables ! ». Elle apprend le lendemain que Nourredine a tant résisté qu'il n'a finalement pas été embarqué dans l'avion et qu'il passera en jugement.

Cet avocat qui a découvert avec émotion le traitement malheureusement ordinaire que l'on applique aux immigrés s'appelle Marine Le Pen et c'est la propre fille du chef du Front National ! Espérons que son indignation aura mieux su toucher le juge que les théories de son père.

Luc de GOUSTINE

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
B-MESSELS DIRECTEUR POLITIQUE GÉNÉRAL ROCHOUX

SOMMAIRE : p.2 : Violence, suite sans fin - p.3 : Le mépris - Branle-bas dans les médias - Elle et lui - p.4 : Pour une vraie rentabilité - La guerre du blé - p.5 : Oncle Sam et mare nostrum - p.6/7 : Entretien avec André Gauron - p.8 : Unité et pluralité - L'esprit de Résistance - p.9 : Alcibiade et nous - p.10 : Louis VIII le lion - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Histoire d'amour.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.98.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Pour une vraie rentabilité

Le 25 octobre, la grève de la SNCF a constitué un sérieux avertissement pour ceux qui seraient tentés par les mauvaises recettes libérales.

Oui, c'est vrai, les Chemins de fer ont une vilaine dette de 175 milliards de francs.

Oui, bien sûr, il y a une directive bruxelloise qui impose une distinction comptable entre la gestion des infrastructures et l'exploitation du trafic ferroviaire.

Oui, encore, on annonce une nouvelle directive qui prévoit la libéralisation du fret.

Oui, la SNCF est par conséquent exposée à une libéralisation insidieuse, que les chemins de fer ont toutes les raisons de craindre et à laquelle tous les citoyens doivent s'opposer.

Il ne s'agit pas de fermer les yeux sur le montant de la dette, qui doit être réduite en faisant les économies nécessaires. Encore faut-il en ce domaine faire des choix judicieux, en se souvenant que les salaires ne sont qu'un des éléments du coût et que bien d'autres postes peuvent être comprimés sans que la qualité du service public en souffre.

Qu'on commence donc par réduire drastiquement toutes les dépenses de « communication » : elles sont inutiles. Et qu'on se décide ensuite à privilégier systématiquement le rail au détriment de la route. Mais il serait absurde de fermer des lignes au nom de la « rentabilité », et de réduire les investissements consacrés à la modernisation du réseau, comme Bernard Pons (ministre de l'Aménagement du territoire et des transports) l'a déjà annoncé.

Annette DELRANCK

La guerre du blé

Les États-Unis manient de main de maître l'arme alimentaire, au détriment de l'Europe qui paie et paiera cher ses concessions.

Pour bien comprendre les enjeux de la guerre du blé que les États-Unis livrent à l'Europe, et notamment à la France, sur le front des pays tiers, il faut se souvenir qu'il y a dans le monde deux types de pays qui importent du blé :

- de gros producteurs, qui ont des besoins encore plus gros. Tel est le cas des pays d'Asie ;
- des pays qui sont structurellement importateurs, en raison de leurs faibles capacités de production : c'est notamment le cas de l'Algérie et de l'Égypte.

La bataille qui nous préoccupe aujourd'hui se déroule sur le second front, et se résume ainsi :

1° A la suite des pressions américaines lors du GATT, l'Europe a accepté de réduire sa production, par mise en jachère. Comme nous l'avions expliqué à l'époque, c'était là un très mauvais choix (qu'on doit à Louis Mermaz) car les pays européens (essentiellement la France) ne peuvent plus répondre à la demande des pays structurellement déficitaires en blé.

Pourquoi ? Parce que la production agricole, à la différence de la production d'objets industriels, varie en volume selon des aléas climatiques qui obligent les exportateurs à constituer des stocks. Or ces stocks ont été réduits, parce que leur coût était jugé trop élevé. Résultat : nous sommes privés de la

possibilité de proposer aux pays demandeurs (Algérie, Égypte) un approvisionnement régulier en blé - la régularité étant un atout commercial majeur, car il permet des accords en volume portant sur plusieurs années.

Face à l'Europe, les Américains ont un atout essentiel : ils mettent en valeur des terres fragiles au prix de dégâts écologiques considérables mais ils parviennent à obtenir une production régulière pour l'exportation. D'où la seconde phase de l'assaut :

2° En 1990, le prix du blé arrivant en Algérie et en Égypte était de 100 dollars la tonne. Comme nous l'avions annoncé à l'époque, ce prix a aujourd'hui doublé sans que cela fasse les gros titres des journaux. On imagine les cris de panique si le prix du pétrole avait lui aussi doublé, mais comme ce sont les pays pauvres qui paient la facture on se tait.

Bilan des opérations ? L'Europe (la France en fait) est éliminée des marchés tiers, qu'elle ne peut plus fournir. De plus, comme les pays pauvres ne peuvent payer leur blé aussi cher, les États-Unis leur offriront des financements en dollar (c'est-à-dire en monnaie de singe) à condition qu'ils s'approvisionnent chez eux. Ce qui accroîtra d'autant leur influence politique sur ces pays. L'absence de volonté politique à un coût, pour la France et pour les pays pauvres.

Philippe VILLARET

Oncle Sam et *mare nostrum*

D'une conférence économique à l'autre, de Casablanca l'an passé à Amman le mois dernier, les Américains sont en train de gagner de vitesse la politique européenne en Méditerranée au profit de la zone de libre-échange israélo-arabe.

La présence ou l'absence des États-Unis à la conférence euro-méditerranéenne de Barcelone les 27 et 28 novembre prochains n'empêche que le projet de partenariat qui devait s'y ébaucher entre l'Europe des Quinze et les autres pays riverains de notre mer commune du Maroc à la Jordanie (qui ne l'est d'ailleurs que par raccroc), est déjà largement compromis par les programmes parrainés par les fonds de pension nord-américains et la Banque Mondiale avec l'appui d'une Banque régionale pour le Proche-Orient et la Méditerranée à laquelle Paris - et Bruxelles - viennent de dire franchement non.

Le dessein de Washington est d'arrimer le développement de la Méditerranée à l'Ouest et du Golfe à l'Est autour du centre constitué par la confédération israélo-jordanienne. L'Europe a nécessairement une autre idée stratégique puisqu'elle conçoit ce développement comme une interaction croissante entre les deux rives euro-méditerranéennes.

Le secrétaire d'État Warren Christopher a donc clairement ciblé l'Espagne dès juin dernier, à la veille de l'accession

de l'Espagne à la présidence de l'Union européenne. La pression a été maintenue pour la participation américaine à Barcelone. Madrid y était tout disposé, n'étaient les réserves exprimées par les Français au dernier sommet franco-espagnol. Mais quand même Clinton sera là le 4 décembre pour lancer l'idée d'une nouvelle Charte Transatlantique et y noyer l'ambition méditerranéenne ?

A l'autre extrémité, la Jordanie a reçu tous les feux verts pour faire déborder le projet vers l'Est, comme l'Espagne doit l'accommoder en Europe. On ne s'explique pas autrement l'offensive irakienne du roi Hussein. Les investissements envisagés ne trouvent leur rentabilité que dans le cadre du grand marché oriental dont l'Irak, en termes de population, de ressources et de territoire, détient la clé. Au-delà, c'est le retour au grand jeu du pacte de Bagdad de la Turquie au Pakistan, dont la chute du cousin d'Hussein, le roi Fayçal, et surtout de son oncle, premier ministre et régent, Nouri Said, en 1958 avait sonné le glas. Est à inclure dans ce jeu l'offensive renouvelée des Talibans, armés par les militaires pakistanais, d'abord contre Hérat, à la frontière iranienne, puis sur Kaboul, isolant l'Iran et ouvrant à Islamabad les routes de l'Asie centrale tandis que le pétrole azeri et turkmène, deux minorités de l'Iran, exploité par des sociétés à capitaux américains, s'écoulera vers les

eaux turques du golfe d'Iskenderun (ex-Alexandrette) face à Chypre. La boucle est bouclée.

L'ensemble, intelligemment agencé, intellectuellement paré des meilleures cautions hispano-mauresques, judéo-coraniques et israélo-arabes, vise à assurer un maximum d'opportunités aux investisseurs en jouant sur les deux tableaux à la fois. Ceci n'est pas pour plaire aux Égyptiens qui n'ont rien fait de la coopération économique et financière avec Israël qui s'offrait au cours de ces seize années de paix froide et qui sont marginalisés, tout comme les Saoudiens, bailleurs de fonds pour que « l'entité sioniste » et le chérif hachémite en retirent les fruits alors qu'ils avaient misé sur la reconstruction du Liban.

Mais tout ceci n'est surtout pas politique. Le grand dessein du Nil à l'Euphrate est aussi vieux que la Bible, mais d'aucuns s'interrogent sur l'intérêt pour Israël et les Américains de se focaliser sur ces déserts de sable et de roches à l'heure de la mondialisation et de la délocalisation. En admettant qu'il existe, encore faudrait-il employer les moyens adaptés qui ne sont pas économiques mais politiques. Le problème du fondamentalisme n'est pas seul en cause. C'est la modernité dans son ensemble, la démocratie, les droits de l'Homme, les réfugiés qu'il faut traiter avant que les investisseurs puissent s'assurer contre les risques encourus en connaissance de cause. L'Europe est la mieux placée par la géographie et par l'histoire pour en parler d'un bout à l'autre de la Méditerranée. La clé n'est peut-être pas tant à Bagdad ou à Amman qu'à Paris et à Alger en ce moment.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **MONACO** : Le prince souverain Rainier III de Monaco vient de mettre en place un Comité du 700^e anniversaire de la dynastie des Grimaldi, fût à partir de janvier 1997. Ce comité, réuni sous la présidence du prince héritier Albert, a défini les grandes orientations de cet événement historique, « témoignage de la continuité de Monaco à travers les âges, de sa capacité à s'adapter à un monde en perpétuel devenir ».

♦ **RUSSIE** : L'inhumation des restes du dernier tsar Nicolas II et de sa famille fait toujours l'objet de nombreuses spéculations. A maintes reprises, la date en a été déplacée pour d'évidentes raisons politiques. Mais le maire de Saint-Petersbourg, Anatoli Sobtchak, vice-président de la commission gouvernementale chargée de l'enquête sur l'assassinat du dernier tsar, faisait référence aux récentes expertises d'ADN, a déclaré : « on peut affirmer que les restes appartiennent réellement à la famille impériale », et d'évoquer ensuite l'inhumation de Nicolas II, de la tsarine Alexandra, de trois grandes duchesses et des autres cadavres retrouvés à la villa Ipatiev d'Ekaterinbourg, le 26 février prochain - jour du pardon orthodoxe - en la forteresse Pierre et Paul de l'ancienne capitale impériale.

♦ **ROUMANIE** : Le tribunal d'Alexandria a reconnu la validité du mariage en 1918 à Odessa du prince héritier Carol (futur roi Carol II) avec la jeune Roumaine Ioana Lambrino, légitimant ainsi la descendance constituée par leur fils Carol Mircea et confirmant ainsi une décision des tribunaux portugais de 1955 et parisiens de 1963. Paul de Hohenzollern, petit-fils de Carol et de Mlle Lambrino a déclaré « qu'après 75 années justice est faite. Je considère cette victoire comme un geste d'amour et d'honneur envers mon père ». Cela ne remet cependant pas en question l'ordre dynastique et la légitimité royale de Michel I^{er}, contrairement à ce que soutenait Paul de Hohenzollern.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Une semaine après la rencontre de John Major et du président argentin Carlos Menem à New-York, le Foreign Office vient d'annoncer la prochaine « visite de travail » de la princesse Diana en novembre en Argentine. Cette visite de la princesse de Galles au titre d'ambassadrice d'organisations caritatives n'est cependant pas du goût des plus nationalistes de ses concitoyens, excités par les titres vengueurs du *Daily Mail*, lesquels cherchent à raviver les plaies de la guerre des Malouines en 1982.

♦ **ESPAGNE** : Les infants d'Espagne sont très présents dans les provinces du royaume. L'infante Elena et son mari le duc de Lugo ont été reçus à Séville, ville de leur mariage, où la fille du roi a reçu le titre honorifique de « fille adoptive de la ville ». Pour sa part, le prince des Asturies poursuit ses voyages à la rencontre de ses compatriotes. Il vient de recevoir un accueil triomphal lors de sa visite des trois provinces de Valence, Alicante et Castellon.

Sécialiste des questions économiques, ancien membre du cabinet de Pierre Bérégovoy, André

Gauron anime aux côtés de Maurice Benassayag un club de libre réflexion et de débat. Auteur, entre autres, de deux ouvrages sur le chômage, André Gauron dénonce ici les illusions et les mensonges d'une certaine politique sociale. Nous publierons prochainement la suite de cet important entretien, qui sera consacrée à l'impasse européenne de la politique de l'emploi.

Chomage

Refuser le fatalisme

■ **Royaliste** : En publiant voici quelques mois une lettre ouverte aux hommes politiques sur la question du chômage, aviez-vous l'espoir d'être entendu ?

André Gauron : L'an dernier, alors que s'amorçait la campagne présidentielle, j'ai eu le sentiment que le débat était en train de changer de nature : les hommes politiques, qui ne manifestaient pas jusqu'alors une sollicitude particulière à l'égard des plus démunis, se sont mis à découvrir (en termes politiques) qu'il y avait un nombre croissant de personnes en situation difficile. Vous vous souvenez qu'ils ont alors proposé des mesures apparemment radicales - notamment les réquisitions de logements pour les sans-abri.

Aujourd'hui, nous sommes revenus aux comportements qui prévalaient avant cette soudaine sollicitude : on parle beaucoup moins de mesures radicales, et le discours sur l'insertion a changé puisqu'on dénonce maintenant les « tricheurs » du RMI. D'une manière plus générale, avant le changement provisoire de perspective, les dirigeants du pays pensaient sans le dire qu'il fallait s'accommoder du chômage, faire en sorte que les exclus ne créent pas trop de désordre social, et rendre aussi peu visible que possible une misère sociale qui tend à s'étendre dans la société et à s'aggraver. Derrière cette idée

du cantonnement de la misère, il y avait un aveu d'impuissance quant à la résolution du problème du chômage. Or nous sommes toujours dans la même situation.

■ **Royaliste** : Est-il vraiment impossible de résoudre le problème du chômage ?

André Gauron : Dans les années soixante-dix, lorsque nous avions une forte inflation, nous disions que la France était un drôle de pays, qui s'accommodait depuis la guerre de cette situation et qu'il fallait en prendre son parti. C'est la même attitude fataliste à l'égard du chômage, à ceci près qu'on n'ose pas avouer sa résignation pour ne pas choquer. On déclare donc à grand bruit que le chômage est la priorité des priorités, mais depuis quelques mois déjà on met l'accent sur la rigueur budgétaire et Jacques Chirac a confirmé dans son intervention du 26 octobre que ce souci était en effet primordial : la réduction des déficits est redevenue l'axe de la politique économique.

■ **Royaliste** : Que pensez-vous des thèses qui ont actuellement cours sur la « société d'activités » ?

André Gauron : Nous vivons dans un grand mensonge parce que, quand on regarde concrètement les solutions mises en oeuvre pour aider à l'insertion, pour transformer les banlieues, on

s'aperçoit que les actions qui sont menées sont limitées et contradictoires. Ainsi, depuis de longues années, nous ne cessons de réduire les effectifs des services publics dans les banlieues difficiles et nous les remplaçons par des subventions à des associations et à des entreprises d'insertion - mais ces subventions sont réduites dès que des coupes budgétaires sont décidées. Ainsi, nous avons mis en place en 1989 le RMI mais nous n'avons pas augmenté depuis cette date le nombre d'assistantes sociales qui suivent aujourd'hui les 500 000 personnes qui sont au RMI.

Sous des formes diverses, c'est toujours le même discours qui est tenu : le plein emploi appartient aux Trente glorieuses, nous ne connaissons plus cette situation, et il faut donc adopter une nouvelle perspective qu'on appelle « la pleine activité ». C'est ce « concept » que le récent rapport Boissonnat s'est efforcé de mettre en musique. La thèse, c'est que certains groupes de personnes, ou toute la population, feront coexister au cours de leur vie un travail classique (emploi à plein temps ou à mi-temps) et des activités bénévoles qu'on appelle « emplois de proximité » (auprès des personnes âgées, etc.). Mais il est difficile de comprendre pourquoi ces activités devraient être bénévoles : il y a longtemps que ces activités dites de proximité sont assurées par

des fonctionnaires (de l'État ou locaux) ou bien par des associations agréées qui emploient des personnes rémunérées et formées à cet effet. La grande nouveauté n'est donc pas l'emploi de proximité, c'est de tenter de faire croire aux personnes sans emploi qu'elles retrouveront leur dignité en rendant service à la collectivité.

Malheureusement, ces chômeurs, qui souhaitent en général rendre ce service, pensent que la meilleure manière de le faire est d'avoir un emploi pour lequel ils seront rémunérés ! De fait, ils recevront des allocations en contrepartie du service rendu. Mais ne savons-nous pas que la réunion d'une activité et d'un revenu s'appelle un salaire ? Nous

sommes donc en train de réinventer le salariat, mais avec une idée derrière la tête : un emploi est rémunéré au SMIC, une activité sera payée moins que le SMIC...

J'ajoute que ces idées d'apparence moderne sont très anciennes : c'est le clergé britannique qui a inventé le revenu minimum d'existence vers 1680. Le résultat de cette mesure qui se voulait généreuse a été l'effondrement de l'industrie locale (qui a abaissé les salaires) et une forte poussée du chômage.

■ **Royaliste** : Quelle est selon vous l'effet de la politique économique sur l'emploi ?

André Gauron : La « nou-

velle » politique de l'emploi nous fait vivre dans le mensonge. La politique économique, lorsqu'elle prétend s'attaquer au chômage, nous fait vivre dans le rêve. Quel est en effet le grand rêve de nos experts, de droite et de gauche puisque la pensée en ce domaine est effectivement unique ? Il part de la vieille idée, qui remonte au siècle dernier, que la production crée sa propre demande. Telle serait la « loi » dégagée par l'économiste français Jean-Baptiste Say : on produit, cette production crée des revenus, et ce sont ces revenus qui vont alimenter la demande de produits. Evidemment, si les choses se passaient ainsi, cela se saurait : il n'y aurait pas eu les crises cycliques qui marquent l'histoire de l'économie moderne, et qui proviennent du divorce entre la production et la demande. A cela, les disciples de Jean-Baptiste Say rétorquent qu'il y a un grand changement entre le XIX^e siècle et maintenant : c'est que l'égalité entre la production et la demande ne peut être constatée au plan national puisque nous sommes dans une économie mondialisée. La demande se crée donc au niveau mondial et il importe de fabriquer des produits compétitifs pour qu'ils rencontrent leur propre demande - toujours sur le plan mondial.

Le seul problème est donc celui de la compétitivité, qui se résout en baissant les coûts de production. Tel est le dis-

cours des organismes internationaux, OCDE et FMI en tête, qui préconisent que les coûts de production soient réduits par le travail flexible (le moins possible de droit du travail), par la baisse des salaires et par la diminution de la protection sociale. L'Europe est donc priée de déréguler, et ceux qui ne trouvent pas de travail dans leur pays sont invités à « bouger ».

■ **Royaliste** : Résistons-nous, et jusqu'à quel point, à cette offensive ?

André Gauron : Globalement la France a plutôt résisté, mais nous avons tout de même dérégulé sur des points précis - notamment la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Mais on n'a pas touché au SMIC, ni au système de protection sociale. Cependant, on a contourné le SMIC en créant des emplois à contrainte allégée et à rémunération également allégée, on a tenté le CIP sous le gouvernement Balladur, et d'autres mesures de ce type sortiront un jour ou l'autre.

Quant au débat sur la protection sociale, il est devant nous. Les gouvernements tournent autour depuis quelques années sans savoir par quel bout le prendre. En fait, si on veut réduire les dépenses de santé, il faut tailler dans les dépenses de praticiens qui représentent 85 % du total. Il faut donc, comme en Allemagne et en Angleterre, réduire le nombre des médecins. Mais quel gouvernement osera dire cela ? On ne peut en effet réduire les remboursements, car les gens n'auraient plus les moyens d'aller chez le médecin... Beau sujet pour les mois qui viennent !

■ **Royaliste** : Quelle est l'efficacité des exonérations de charges sociales ?

André Gauron : Les Français se sont demandés comment réduire les coûts salariaux sans réduire les salaires : Raymond Barre a donné le premier la réponse en termes d'exonération en 1977, date du premier plan emploi. A sa suite, tous les gouvernements ont appliqué cette mesure sous des noms différents. Après quinze ans d'expériences, il est clair que le résultat sur l'emploi est nul, puisque le chômage n'a cessé

d'augmenter. Simplement, pour obtenir des effets temporaires, il a fallu à chaque fois payer plus cher. La mesure a donc augmenté en coût, en fonction de son inefficacité.

Jacques Chirac n'a pas dérogé à la coutume : il a réinventé une nouvelle mesure, le CIE, et comme les précédentes dispositions étaient déjà à charge zéro, on paye les patrons pour qu'ils embauchent - chose étonnante dans un système qui se prétend libéral. Naturellement, ce nouveau système va coûter encore plus cher : pour le prochain budget, nous allons donner 50 milliards de francs aux entreprises pour rien, puisque les embauches faites avec ce contrat l'auraient été de toutes façons - l'effet marginal étant chiffré à 30 000 emplois. Rapporté au nombre de chômeurs et à l'argent dépensé, le résultat est dérisoire...

Quand on se demande quelles économies faire sur le budget de l'État, on peut répondre qu'il est facile d'effacer, sur ces 50 milliards, une quarantaine de milliards de dépenses inutiles. C'est moins difficile et plus rapide que de réduire les dépenses militaires et cela assainirait le marché du travail : nous avons aujourd'hui 10 % des emplois qui sont aidés par l'État, ce qui crée une situation complexe : dans certaines entreprises il y a des gens qui sont payés au SMIC sans qu'ils rapportent à l'entreprise, et des emplois aidés qui sont payés de la même façon. En fait, nous sommes dans l'irrationalité et nous gaspillons notre argent.

Il reste à examiner la grande impasse de la politique économique : c'est l'Europe, dont nous parlerons une autre fois.

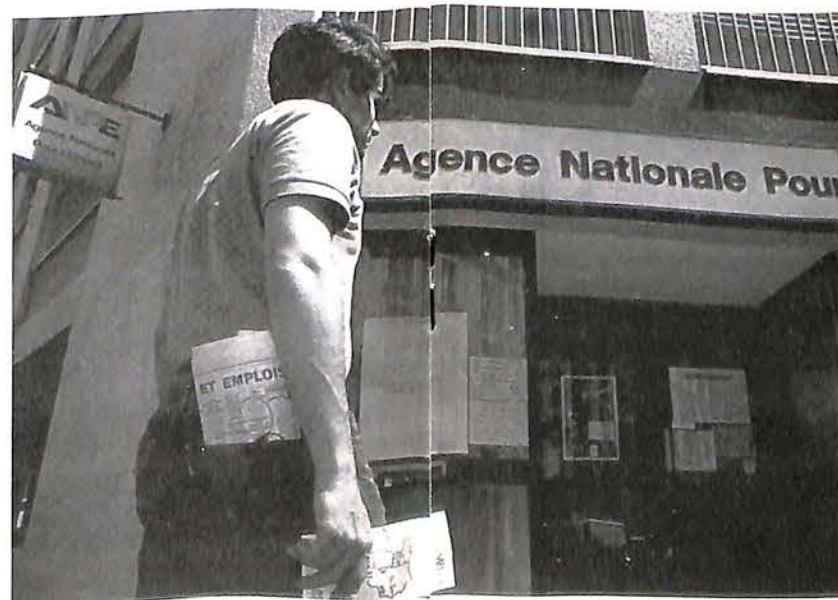
Propos recueillis par Jacques Blangy

André Gauron

deux livres à lire :

♦ **Chômage demande traitement de choc** (prix franco 100 F).

♦ **Aux politiques qui prétendent réduire le chômage** (prix franco 79 F).



Unité et pluralité

Contre les fantasmes identitaires, contre la mythomanie ambiante, lire et relire notre histoire juridique et politique.

Depuis les Grecs, la question de l'Un et du multiple est au cœur de la réflexion philosophique et du souci politique : il s'agit toujours de penser à la fois l'unité et la diversité, et de faire exister concrètement la diversité dans et par l'unité.

Tâche difficile, périlleuse. Elle devient impossible dès qu'on absolutise les choix. Faire de l'unité un absolu, c'est épuiser le divers et faire qu'il n'y ait plus rien à rassembler : logique totalitaire. Privilégier au contraire de la diversité, c'est risquer de détruire l'unité et de condamner le divers à la dispersion, à la dissipation et à la disparition... D'où la nécessité d'un intermédiaire, chargé de trouver le point d'équilibre entre les deux mouvements contraires.

Ce médiateur, cet arbitre, agent de l'unité mais garant de la diversité, c'est cet État que l'Occident a peu à peu défini, organisé, puis démocratisé. On sait que cet État est lui-même ambigu, et qu'il ne parvient jamais tout à fait à trouver le « juste milieu ». Cette volonté de médiation, avec ses échecs et ses succès fragiles, c'est l'aventure de l'Ouest

européen, c'est un des grands ressorts de sa dynamique historique, c'est une tension dialectique qui n'est jamais épuisée.

Aussi faut-il sans cesse interroger notre histoire, pour éviter qu'on perde de vue le double souci de l'unité et de la pluralité dans le fantasme « identitaire », dans le roman de la pure origine, dans la mythomanie. A cet égard, l'ouvrage que vient de publier le professeur Rouland est remarquable en ce qu'il permet de ressaisir en moins de quatre cents pages très claires, accessibles à tous les publics et consultables comme un dictionnaire, l'ensemble de l'histoire politique de nos institutions jusqu'en 1792. Féodalité, souveraineté royale, gallicanisme, développement de l'État, causes de la Révolution française : sur ces grands sujets, et sur tant d'autres, le lecteur trouvera abondance de documents, commentaires rigoureux, ample matière à réflexion, avec une intéressante ouverture sur les problèmes que pose dans notre société la lancinante question de la différence.

Consacré au droit des minorités, le prochain ouvrage de Norbert Rouland lui permettra de préciser sa pensée sur un sujet qui devient explosif, au propre comme au figuré.

Yves LANDEVENNEC

(1) Norbert Rouland - « L'État français et le pluralisme, Histoire politique des institutions publiques de 476 à 1792 » - Odile Jacob, 1995 - prix franco : 135 F.

L'esprit de Résistance

L'itinéraire exemplaire d'un jeune Résistant, teinté d'une amertume qui n'efface pas son espoir.

Serge Ravel fait partie de ces héros discrets, qui ont attendu un demi-siècle pour publier leur témoignage. Le temps qui passe leur fait peut-être perdre le souvenir de quelques détails, mais le récit gagne en vérité. Après la Libération, il était normal et même indispensable que la Résistance soit racontée par ses acteurs comme le grand récit lumineux du courage et du sacrifice : l'hommage à rendre aux morts le justifiait, la nécessité du rassemblement de la nation ébranlée par la défaite, subvertie par le vichysme et durement éprouvée par les luttes fratricides exigeait que soient soulignés les facteurs d'unité qui permirent à la France de vivre et à la Résistance d'accomplir sa tâche salutaire.

Qu'on ne crie pas à la mystification : dès la Libération, les historiens se sont mis au travail, et les débats, puis les polémiques, n'ont jamais manqué entre les Résistants. Serge Ravel a voulu quant à lui nous faire part de l'amertume qu'il ressentit au sortir du combat, lorsqu'il affronta le général de Gaulle, venu faire sentir l'autorité de l'État et rétablir l'ordre traditionnel dans les affaires militaires. Choc douloureux entre l'enthousiasme des jeunes héros et la froide raison politique, entre le militaire de carrière et l'armée des ombres. Le livre (1) commence par cette incompréhension et

s'achève sur cette blessure jamais tout à fait refermée. Sans aucune qualité pour en juger, qu'il nous soit permis de remarquer que d'autres Résistants, communistes, socialistes, démocrates-chrétiens furent également troublés par le retour au cours normal, trop normal, des choses...

Mais le livre de Serge Ravel, c'est surtout l'itinéraire exemplaire d'un jeune bourgeois de droite, élève à Polytechnique, qui commence sa résistance par de modestes actions pour devenir le chef des Groupes francs des Mouvements Unis de la Résistance, puis chef régional des FFI. A travers aventures et combats, voici le visage d'une France moins attentiste qu'on ne l'a dit, d'une Résistance effectivement soudée par le même patriotisme qui réunissait toutes les traditions nationales dans une volonté de libération marquée par un souffle révolutionnaire.

Sans masquer les conflits, sans céder à la nostalgie, sans fabriquer du légendaire, Serge Ravel nous dit qu'il faut retrouver l'esprit de la Résistance. Défendre les conquêtes sociales de la Libération, retrouver ce qui fut alors manqué ou ce qui s'est perdu : voilà de beaux enjeux pour le triste aujourd'hui.

B. LA RICHARDAIS

(1) Serge Ravel - « L'Esprit de Résistance » - Le Seuil, 1995 - prix franco : 145 F.

Alcibiade et nous

« Cet homme merveilleux offre à chaque instant, un exemple à méditer - et à ne pas imiter ». En une phrase, l'éminente helléniste qu'est Jacqueline de Romilly nous résume toute la morale de l'histoire qu'elle vient de raconter. Histoire vivante, colorée, haletante, mais qui tire sa substance des seuls documents soumis à l'acribie de l'historien et du critique littéraire. Il s'agit d'un homme, l'un des plus brillants qu'Athènes ait pu nous offrir, issu d'une des meilleures familles de la cité, pourvu de tous les dons des dieux : beauté, intelligence, habileté, courage militaire, aptitude au commandement. Outre sa contribution directe dans les événements les plus importants de la période, Alcibiade est une des grandes figures qui ressort des témoignages littéraires les plus éminents. Thucydide, Xénophon, les historiens ainsi que leurs successeurs mais aussi Platon lui-même ont restitué le souvenir du jeune homme éblouissant qui avait enchanté Socrate au point de provoquer de la part du maître une tendre amitié que la parfaite noblesse du sage retenait d'entraîner sur une pente qui était naturelle à la Grèce antique.

On comprend que Jacqueline de Romilly ait pris plaisir à nous restituer sa vie, sans sacrifier à un quelconque embellissement, par amour des richesses d'une période qu'elle connaît bien. Mais une raison supplémentaire accroissait encore sa satisfaction. Ces événements qui nous précèdent de quelques vingt-cinq siècles présentent une étonnante ressemblance avec ceux dont nos journaux et nos médias nourrissent la rubrique quotidienne. Sans être exactement similaires puisqu'ils appartiennent à une trame qui n'est pas la nôtre, ils mettent en jeu les mêmes tentations humaines liées aux jeux du pouvoir et de l'ambition. Il n'est pas jusqu'à nos fameuses affaires qui ne trouvent leur réplique analogique dans la démocratie athénienne du V^e siècle avant J.-C. Il suffit de se laisser porter par le récit pour qu'immédiatement s'éveillent dans l'imagination des personnages bien actuels. Jeunes gens ambitieux et brillants, promis au meilleur avenir, doués pour le bonheur en même temps que pour la course aux responsabilités et aux honneurs. Certains d'entre eux seront rattrapés par la justice pour cause plus ou moins avouable de corruption, d'enrichissement indu et de pratiques illicites. « On sait à quoi ce goût du luxe et ce goût de la renommée allaient mener Alcibiade : comme cela se voit en d'autres époques, il chercha le renom par l'éclat des succès sportifs ; il entretenait une écurie de course, et eu quelques difficultés avec la justice à propos de l'argent investi dans cette opération... ».

Justement cette intervention de la justice ainsi que l'agitation provoquée par les accusations n'est pas sans évoquer les effets pervers que produisent aujourd'hui toutes les opérations mains propres. Le souci au demeurant justifié de ne pas faire du domaine politique le champ clos des opérations douteuses, n'est pas souvent sans intervenir dans le cours des événements pour déstabiliser les pouvoirs, en provoquant parfois de véritables catastrophes. Impossible pourtant de ne pas porter remède à la prolifération des affaires car « elles font apparaître une crise morale dans le

personnel politique ». Si les accusations ne sont pas fondées « elles montrent alors en pleine lumière l'âpreté des luttes égoïstes qui ont remplacé le débat loyal en vue du bien public ».

« Alcibiade, dit encore Jacqueline de Romilly, semble, en fin de compte, avoir été, dans ces drames, une victime plus encore qu'un coupable ». Certes, il n'était pas blanc, il avait porté atteinte aux traditions religieuses. Mais les manœuvres de ses adversaires pour le déstabiliser vont déclencher des catastrophes pour Athènes à un moment où son destin est en jeu. Alcibiade est, en effet, le concepteur et l'organisateur d'un grand dessein qui consiste à accroître l'empire que la cité exerce sur tout un domaine maritime, au point de décider une vaste opération, non sans périls, de conquête de la Sicile. Les accusations sont apparues juste avant le départ de la flotte qu'il commande, et Alcibiade a demandé en vain d'être jugé préalablement afin de ne pas grever l'expédition. C'est pourtant alors qu'il est engagé dans des opérations difficiles qu'il sera rattrapé par les affaires et sommé de rentrer à Athènes pour comparaître devant la justice. La cité paiera très chèrement ce qui avait été d'abord le complot des

adversaires d'un homme jaloux que l'on voulait déstabiliser. Contraint à l'exil, Alcibiade sera mis hors jeu et en fait poussé à devenir le premier adversaire de sa propre patrie. « Comme ils ne pouvaient dans le privé, supporter ses façons, écrit Thucydide, ils ne tardèrent pas à perdre la cité en confiant les affaires à d'autres ».

Tout le génie et l'habileté que cet homme d'exception avait voulu mettre au service d'Athènes vont être retournés contre elle pour des conséquences qui seront catastrophiques. Réfugié à Sparte, Alcibiade se met au service de la cité rivale et il s'engage loin dans la trahison, conseillant aux ennemis toutes les opérations qui amèneront la perte de l'empire d'Athènes, grâce à la défection des villes maritimes et les manœuvres poursuivies en Asie mineure avec la Perse. Mais le manœuvrier génial va opérer un retournement spectaculaire, au point de

revenir à Athènes où il sera reçu comme un vainqueur et lavé de ses fautes.

Toutefois, ce retour triomphal durera sensiblement plus que les cent jours de Bonaparte, mais la défaite exilera à nouveau un Alcibiade, souverain éphémère d'un petit royaume indépendant en Thrace. Une fois encore, il viendra en recours pour sauver l'armée d'Athènes en mauvaise posture. Rejeté il ne peut rien pour Athènes encore défaite et la fuite à laquelle il est contraint débouchera cette fois sur son assassinat. Mort obscure et misérable, mais qui semble éclairée encore une fois par l'amour de la courtisane que l'éternel séducteur a conquis.

Il y aura encore des rebondissements à Athènes autour d'un souvenir tenace. Il ne faut pas oublier que Socrate qui sera condamné à mort par la suite, sera accusé d'avoir été le maître d'Alcibiade. Accusation au demeurant absurde. Socrate qui avait aimé le jeune homme n'était pas responsable de ses orientations politiques et de ses pratiques. « Cela nous paraît injuste et puéril, commente Jacqueline de Romilly : nul aujourd'hui ne songerait à incriminer un maître (et moins encore à le condamner à mort) simplement parce que certains de ses disciples ont mal tourné ». Cependant, poursuit-elle, à l'époque la responsabilité politique de Socrate semblait établie. « A sa façon Socrate enseignait bien la politique puisqu'il enseignait la justice ». Les analogies que nous avons repérées avec notre temps dans cette page d'histoire nous font réfléchir sur les dangers de déstabilisation propres à un régime démocratique.

Jacqueline de Romilly - « Alcibiade » - Éditions de Fallois - prix franco : 130 F.

par Gérard Leclerc



Tous les livres mentionnés dans *Royaliste* sont disponibles à notre service librairie. Profitez-en !

Louis VIII, le lion

Un portrait magnifique d'un roi peu connu dont le règne trop court enrichit cependant considérablement la France.

Le 8 novembre 1226, âgé de 39 ans, miné par l'épuisement consécutif à une longue chevauchée victorieuse au sud du royaume, Louis VIII surnommé « le lion » s'éteignait en Auvergne à Montpensier. Il remettait à son successeur âgé de 11 ans un royaume fortement agrandi et administrativement structuré. Qui connaît ce roi, oublié de l'histoire, au règne duquel - pour ne citer qu'un exemple - Jacques Bainville, dans son *Histoire de France*, consacre moins de cinq lignes ? Il faut préciser qu'être fils de Philippe Auguste, père de Saint Louis, époux de Blanche de Castille éclipsent fortement l'infortuné monarque qui ne régna que trois ans, trois mois et trois semaines. Et pourtant, quelle belle page d'histoire !

Né le 5 septembre 1187 Louis patientera de nombreuses années avant de ceindre la couronne, premier capétien à être sacré à Reims après la mort de son père. Il effectuera un long apprentissage du métier de roi souvent en lisière du pouvoir, l'héritier étant systématiquement écarté du cercle des conseillers. Le père doutait-il de la fidélité de son fils ? Sous l'impulsion de Philippe Auguste le royaume s'affranchissait, se transformait ; cela n'allait pas sans de farouches résistances ; une partie de la grande noblesse voyait en Louis, qui par sa mère Isabelle de Hainaut descendait directement de Charlemagne, le représentant d'une

nouvelle lignée qui les rétablirait dans leurs droits. Le prince ne manquait pas de courtisans. Carolide certes mais capétien avant tout, Louis ne s'opposa jamais à Philippe II qui, à défaut de l'associer à son œuvre, lui fit donner une solide instruction.

Sa majorité atteinte, armé

avec retard - chevalier, placé sous la haute surveillance des conseillers du Roi, Louis s'initie aux réalités du gouvernement en administrant l'Artois, fief qu'il

tient en héritage de sa mère. La grande affaire de cette période reste cependant l'aventure anglaise. Lassés des turpitudes de Jean sans Terre, roi psychopathe, les barons anglais offrent la couronne à Louis dont l'épouse était petite-fille d'Éléonore d'Aquitaine et d'Henri II d'Angleterre. Brillamment commencée - ce ne fut pas une mince affaire que réunir 800 navires pour transporter les troupes d'invasion - l'expédition tourna rapidement court suite au décès de Jean sans Terre et

aux interventions d'Innocent III, ce pape qui excommunia plus souvent qu'il ne bénit. Sagement, Louis, en dehors de quelques chevauchées, en particulier contre les cathares attendit son heure en compagnie de son épouse qu'il honora sa vie durant d'une fidélité absolue.



Le 6 août 1223 il est sacré à Reims ; 1200 jours après, le bilan réalisé est impressionnant. Alors que Monstreuil-sur-Mer était le seul port du royaume, le roi

conquiert définitivement La Rochelle, il annexe l'Aunis et la Saintonge, récupère le Poitou, s'empare d'une grande partie du rivage méditerranéen lors de la dernière croisade contre les Albigeois au cours de laquelle il commence à engager la France outre-Rhône. Au plan administratif il élargit le cercle de ses conseillers tout en ayant la sagesse de conserver certains serviteurs éminents de son père dont le plus illustre Guérin, évêque de Senlis, qu'il fait chancelier alors même qu'il lui rogne un

peu les ailes. Une politique avisée et sage permet une rationalisation des règles judiciaires et financières ainsi que la mise en place d'une comptabilité plus stricte du budget, enfin, le royaume commence à s'émanciper des prétentions de la papauté à vouloir régenter à sa manière, en souverain supérieur à tous les autres, le monde occidental chrétien. Reste ce qui n'a pu être mis en œuvre que de façon embryonnaire pour pouvoir porter un jugement sur la question, Louis VIII voulut-il instituer de véritables assemblées dotées de pouvoirs ? Le roi a emporté ses projets dans l'enfouissement de sa tombe.

C'est une captivante biographie que Gérard Sivéry vient de consacrer à ce roi. Manifestement il éprouve une grande sympathie pour son héros. Dès lors que la documentation manque et qu'il faut spéculer sur le pourquoi des événements la part belle est souvent faite aux qualités de jugement du Roi, sans pourtant que certaines zones d'ombre soient occultées ; n'était le cas, cette biographie enthousiaste aurait été moins crédible.

Au fil des pages c'est donc à une véritable découverte que l'auteur nous invite, il a très bien su mettre en évidence l'essentiel de cette vie à un moment charnière de l'histoire de cette France qui s'ouvre pleinement dans la féodalité. Le texte est clair, sans détails superflus ce qui n'était pas facile à exprimer à partir des réalités de ce royaume soumis à l'écheveau quasi inextricable d'allégeances multiples et complexes.

Se révèle dans ce beau texte, une fois encore, ce que l'on a pu appeler au fil des siècles la politique capétienne mais, de plus, l'auteur montre qu'il existait aussi une méthode capétienne de gouvernement. Un livre indispensable qui fait sortir de l'ombre un prince séduisant.

Michel FONTAURELLE

Gérard Sivéry - « Louis VIII le Lion » - Fayard - prix franco : 157 F.

AUTOCOLLANTS

Si *Royaliste* veut développer son audience, il faut encore que son existence soit connue des futurs lecteurs. C'est le but des petits autocollants publicitaires que nous avons édités. Très visibles (imprimés en noir sur fond jaune), faciles à coller, peu coûteux, efficaces, ils indiquent notre adresse et notre téléphone en proposant l'envoi d'un spécimen gratuit.

Ils sont vendus par planche de 24 exemplaires. La planche de 24 ex. : 7 F franco, les quatre planches (96 ex.) : 16 F franco, les dix planches (240 ex.) : 30 F franco.

LIBRE DE PRESSE

Le livre de presse de la N.A.R. est impressionnant : plus de 20 volumes ! Mais il est loin d'être complet. Tout avoir est impossible sans votre aide. Envoyez-nous systématiquement toute coupure de presse concernant la NAR, les princes ou le royalisme en indiquant les références précises de l'article.

Serions-nous abonnés au guignon ?

A peine avais-je fait état de nos soucis financiers chroniques et lancé, ici-même, il y a un mois un appel à votre générosité pour boucher notre déficit prévu de 50 000 F qu'un nouvel ennui - inattendu celui-là - est venu obérer notre budget. Après six ans de bons et loyaux services et d'usage intensif, l'ordinateur grâce auquel nous faisons la mise en page de *Royaliste* a rendu l'âme sans crier gare. Émoi, consternation... la réparation de l'engin sera presque aussi coûteuse que l'achat d'une machine nouvelle - et beaucoup plus performante.

Alors que faire ? Après quelques hésitations nous avons décidé d'acheter ce nouvel ordinateur (1) accroissant ainsi de près de 10 000 F le « trou » de notre budget. Décision peu raisonnable en pure logique financière, mais impérative si nous voulions continuer à fabriquer *Royaliste* dans de bonnes conditions.

La suite coule de source : à l'aide, à l'aide, à l'aide ! Notre souscription qui a maintenant pour objectif d'atteindre 60 000 F d'ici le mois de décembre en est à 12 000 F. Il faut que tous nos lecteurs et amis se mobilisent sur cet objectif qui est VITAL pour nous.

Yvan AUMONT

(1) Pour les connaisseurs il s'agit d'un 486DX4/100 avec un disque dur de 630 Mo et un écran de 15".

MERCREDIS N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 15 novembre : Militante politique (elle dirigea le PSU), ministre de l'Environnement de 1983 à 1986 puis député jusqu'en 1995, Huguette BOUCHARDEAU est aussi l'auteur d'une dizaine d'essais et de romans. Elle renoue cette année avec sa formation philosophique en publiant une biographie de Simone Weil qui, comme elle, ne voulut jamais séparer la réflexion de l'engagement. Quel écho pouvons-nous aujourd'hui recueillir de la pensée politique et mystique de cette philosophie passionnée ? Huguette Bouchardeau y réfléchira avec nous.

● Mercredi 22 novembre : La presse a fait largement écho à l'Histoire indiscrète des années Balladur récemment publiée par Bernard BRIGOLEIX, journaliste familier de nos Mercredis (il y présenta plusieurs de ses ouvrages) et ancien conseiller de presse d'Édouard Balladur. Au-delà des anecdotes amusantes et significatives il nous expliquera comment une campagne que presque tout le monde disait gagnée a été perdue par l'hôte de Matignon et par sa garde rapprochée. Quand on peut sourire et réfléchir en même temps, pourquoi boudier son plaisir ?

● Mercredi 29 novembre : Pourquoi l'ennui des lecteurs de romans augmente-t-il en même temps que le nombre de titres mis sur le marché ? Pourquoi l'impressionnante théorie du roman débouche-t-elle sur tant d'intrigues inconsistantes ? Ces questions littérairement incorrectes ne sont pas le fait d'un critique grincheux ou d'un auteur tou-

jours refusé, mais d'un ancien directeur de la revue *Esprit*, dont maints ouvrages font autorité : Jean-Marie DOMENACH nous dira ce que signifie à ses yeux cette crise de la création qu'il qualifie de « Crépuscule de la culture française », et ce que doit craindre un peuple privé de fiction.

■ Rappel : Pour recevoir régulièrement le programme des Mercredis, il suffit de nous en faire la demande.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

ABONNEMENT D'ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour se faire connaître, développer son audience, toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur de *Royaliste* que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons alors un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (*pin's*) vendues au prix de 35 F pièce (franco de port).

◆ Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

◆ Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

◆ Fleur de lys (vieux or ou argentée) - 17 mm de haut.

◆ Double cœur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm de haut.

◆ Armoiries de Jeanne d'Arc (émail or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.

◆ Blason de France (trois fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.

◆ Grandes armes de France (émail or et bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.

◆ Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

◆ Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

Histoire d'amour

Jacques Chirac aurait pu être un président aimé, et il pourrait l'être encore si, par un de ces retournements dont il est coutumier, il retrouvait assez de générosité pour donner à espérer comme il sut le faire avant le premier tour.

On nous dit aujourd'hui qu'il avait alors un double langage - celui du réalisme conservateur, celui de l'*autre politique* - qui lui a permis de séduire le peuple sans inquiéter les élites. C'est sans doute vrai, mais nous répugnons à croire à une totale duplicité, nous voudrions qu'il y ait eu chez l'actuel président la tentative ou du moins la tentative d'un joyeux bouleversement, avec cette part de défi aventureux qui fait franchir, d'un bond, les obstacles. Oui, nous aurions aimé que le président mette son ardeur de candidat au service d'un projet capable d'émouvoir et d'entraîner les Français, comme en tant d'autres moments de notre histoire.

Nous ne sommes pas déçus, puisque la réapparition du thème xénophobe pendant la campagne pour le second tour nous avait conduit à l'abstention. Mais, malgré MM. Juppé, Madelin et consorts, nous voulions encore croire pendant l'été que le président de la République restait fidèle à son tempérament, à sa tradition, et à la meilleure part de son premier message.

L'intervention télévisée du 26 octobre a clairement indiqué que le président confirmait au contraire les choix conservateurs du gouvernement. C'est une gifle pour tous ceux qui, dans le peuple français, avaient placé un peu ou beaucoup de leurs

espoirs en Jacques Chirac. Une gifle donnée avec légèreté (les difficultés auraient été sous-estimées) et justifiée par un pauvre argument d'apparence gaulloise. Le président « n'a pas été élu pour être populaire » ? Sans doute. Mais il est tout de même censé répondre aux aspirations des Français, en les inscrivant dans le projet de la nation. La popularité d'un chef d'État ne vient pas de ses complaisances, de son laxisme ou de sa démagogie : ses amis lui maintiennent leur confiance, et



il force le respect de ses adversaires, quand il se place dans notre tradition historique, quand il se met au service du bien commun, quand il ne cesse de dialoguer avec les Français.

Le 26 octobre, nous nous sommes éloignés de cet idéal républicain.

Je ne parlerai pas de la tradition historique, puisque le droit du sol, le droit d'asile et les simples lois de l'hospitalité sont violés avec une minutieuse constance. Quant au service du bien commun, il s'est transformé en une abdication piteuse devant cette « pensée unique » naguère si vivement dénoncée. Une fois de plus, le réalisme dont on se

targue masque l'adhésion à une parfaite utopie - celle de l'introuvable marché. Une fois de plus, la sagesse dont on se prévaut est celle de bourgeois prudents et de techniciens frieux dont le gouverneur de la Banque de France offre la consternante synthèse. C'est pitié que de voir la classe dirigeante aux pieds de Monsieur Trichet, dont on reconnaîtra un jour l'effroyable médiocrité, et le bien commun réduit à un programme de restrictions budgétaires qui freinera la consommation et ralentira une croissance déjà mollissante, avec toutes les conséquences négatives qu'il faut en attendre dans le domaine de l'emploi. Quant au dialogue avec le peuple... Nouveau porte-parole du Parti socialiste, François Hollande a eu raison de dire que le président de la République s'était adressé aux marchés, le 26 octobre, et non pas aux Français.

Quant aux habitants de notre pays, les plus inquiets, les plus exposés, les plus démunis ne reçoivent que des messages et des injonctions contradictoires, quand ils ne sont pas provocateurs ou franchement menaçants. A la crise du sens, à la misère, à la solitude, au désarroi, on répond par des bonnes paroles (« tendre la main ») immédiatement contredites par l'annonce de mesures répressives et par l'évocation d'une « intifada » des banlieues - comme si deux peuples, ou deux nations, se faisaient face. Au discours de guerre civile du ministre de l'intégration, Xavier Emmanuelli, ministre de l'action humanitaire, a répondu que les jeunes révoltés demandaient à être aimés, et que rien ne se ferait sans un minimum de générosité. Tout est là. Un président aimé serait un président qui aimerait assez le peuple français pour comprendre que la violence de sa jeunesse marginalisée est un appel - qui est en train de devenir un signe de désespoir.

Bertrand RENOUVIN